

Note conceptuelle

“Approches transformatrices de genre pour mettre fin aux Mutilations Génitales Féminines”

Dialogue International des parties prenantes

Octobre à Novembre 2021, Dialogue virtuel

Background

Les mutilations génitales féminines (MGF) sont internationalement reconnues comme une violation des droits humains, une forme de violence basée sur le genre (VBG) et une manifestation de l'inégalité entre les sexes. En tant que telles, leur éradication est incluse comme une cible spécifique dans l'objectif de développement durable 5 consacré à l'égalité des sexes. Selon les données de l'UNICEF, plus de 200 millions de femmes et de filles ont survécu à des mutilations génitales féminines¹.

Les données récentes de UNFPA suggèrent que si la situation actuelle continue, 68 millions de filles subiront des mutilations génitales féminines entre 2015 et 2030. Ces nouveaux chiffres prévoient que les 3,9 millions de filles excisées chaque année, en 2015, passeront à 4,6 millions en 2030, à moins que des efforts importants ne soient urgemment entrepris pour empêcher que cela ne se produise. Cette augmentation est due à la croissance démographique dans les communautés qui pratiquent les mutilations génitales féminines. De plus, la pandémie globale actuelle du COVID-19 aura un impact sur les efforts pour mettre fin aux mutilations génitales féminines³. Il est estimé que l'interruption des interventions pendant cette période de crise contribuera à deux millions de cas additionnels de mutilations génitales féminines qui devront être prévenus⁴.

Face à cette situation, la communauté internationale doit urgemment augmenter les efforts pour assurer un travail efficace autant pour l'abandon des mutilations génitales féminines comme pour la provision de services pour femmes et filles qui sont déjà affectées par cette pratique.

« Si les communautés invoquent de nombreuses raisons pour justifier la pratique des mutilations génitales féminines, il s'agit d'une pratique nuisible liée au genre, qui est l'expression du pouvoir et du contrôle exercé sur le corps des filles et des femmes et sur leur sexualité. Les mutilations génitales féminines sont une forme de violence fondée sur le genre et sont enracinées dans des relations de pouvoir inégales entre les hommes et les femmes, ancrées dans un système qui se maintient par des normes et des stéréotypes discriminatoires liés au genre, ainsi que par un accès et un contrôle inégal des ressources. Pour les filles et les femmes dont les aptitudes, les compétences et les biens sont limités, le mariage est souvent une question de sécurité économique et d'inclusion sociale. Par conséquent, les MGF sont souvent pratiqués pour améliorer l'aptitude au mariage d'une fille. Bien que les parents soient conscients des risques liés aux MGF, ils acceptent souvent que leurs filles subissent cette pratique car les gains (en termes de sécurité économique et inclusion sociale) l'emportent sur les pertes (tels que les conséquences sur la santé) »⁵.

¹ Female Genital Mutilation/Cutting: A Global Concern, UNICEF (2016):

www.unicef.org/media/files/FGMC_2016_brochure_final_UNICEF_SPREAD.pdf

² See UNFPA (2018) press release (www.unfpa.org/press/nearly-70-million-girls-face-genital-mutilation-2030-unfpa-warns) and infographic (www.unfpa.org/resources/bending-curve-fgm-trends-we-aim-change)

³ Technical note on COVID-19 disrupting SDG 5.3: eliminating Female Genital Mutilation, UNFPA-UNICEF Joint Programme on FGM (2020), <https://www.unfpa.org/resources/covid-19-disrupting-sdg-53-eliminating-female-genital-mutilation>

⁴ Impact of the COVID-19 Pandemic on Family Planning and Ending Gender-based Violence, Female Genital Mutilation and Child Marriage, UNFPA (2020), <https://www.unfpa.org/resources/impact-covid-19-pandemic-family-planning-and-ending-gender-based-violence-female-genital>

⁵ GENDER TRANSFORMATIVE APPROACHES FOR THE ELIMINATION OF FEMALE GENITAL MUTILATION TECHNICAL NOTE: ©

UNICEF/UNI287101/MOSTAFA, <https://www.unicef.org/documents/gender-transformative-approaches-elimination-female-genital-mutilation>

Les adolescentes et les jeunes femmes subissent des formes multiples de violences dès leur plus jeune âge. Outre les pratiques nuisibles telles que les mutilations génitales féminines et les mariages d'enfants, précoces et forcés, elles peuvent être soumises à différentes formes de violences exercées par un partenaire ainsi qu'à des violences sexuelles par leur partenaire ou une autre personne. Ces formes de violences basées sur le genre peuvent se chevaucher tout au long de la vie d'une femme.

Bien que des progrès aient été réalisés en matière d'égalité de genre et de lutte contre les violences basées sur le genre, dont les mutilations génitales féminines, les filles et les femmes dans le monde entier restent confrontées chaque jour à des obstacles, à la discrimination et à la stigmatisation lorsqu'elles cherchent à exercer leurs droits humains fondamentaux.

Comme toute autre forme de violence basée sur le genre, les MGF sont étroitement liés aux relations de pouvoir entre les hommes et les femmes. **Les MGF sont une manifestation de l'inégalité entre les sexes et doivent être abordées à ce titre.**

Les programmes qui visent à informer et à sensibiliser les communautés sur les impacts négatifs des MGF, et à éliminer la pratique à long terme, doivent intégrer des approches transformatrices qui s'attaquent aux rôles, normes et rapports de force néfastes liés au genre pour informer/sensibiliser ou même transformer les hommes et les garçons sur la question de la masculinité toxique, ce qui remettra en question les normes sociales liées au genre, y compris les stéréotypes de genre nuisibles, tout en favorisant l'autonomisation des femmes et des filles. Ces programmes doivent remettre en question les rôles et les dynamiques de pouvoir liés au genre, et s'efforcer de les contrer tant au niveau institutionnel que social.

Le dialogue international des parties prenantes

Afin de soutenir le développement d'approches pratiques et prometteuses de transformation du genre pour mettre fin aux mutilations génitales féminines, AIDOS, GAMS Belgique et le réseau européen End FGM, organisent un dialogue virtuel international entre les parties prenantes (ISD) d'octobre à novembre 2021, dans la perspective de la réunion du groupe de travail des donateurs qui aura lieu en novembre/décembre 2021 (dates à confirmer). Le dialogue rassemblera des parties prenantes des secteurs public, privé et de la société civile, en Afrique, en Europe et au-delà, œuvrant pour l'élimination des mutilations génitales féminines.

Ce dialogue se tient dans le cadre du projet "Bâtir des ponts entre l'Afrique et l'Europe pour lutter contre les MGF", financé par le **programme conjoint UNFPA-UNICEF sur l'élimination des mutilations génitales féminines** et l'**Initiative Spotlight** pour éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles.

Le dialogue s'appuie sur les [points d'action du Forum Génération Égalité](#) qui s'est tenu à Paris en juin 2021. En particulier, il aborde l'action 1 sur la "violence basée sur le genre" et l'action 3 sur "La liberté de disposer de son corps et la santé et les droits sexuels et reproductifs" (SSR). Ces deux actions comprennent des indicateurs spécifiques pour la réduction des mutilations génitales féminines et permettront d'accélérer les progrès vers les objectifs des Objectifs de Développement Durables. Si elles sont mises en œuvre et entièrement financées, elles peuvent contribuer à un changement durable et transformateur.

Les participant.e.s au Dialogue discuteront de la manière dont les actions ci-dessus peuvent être (ou sont) mises en œuvre sur le terrain, par rapport à l'élimination des mutilations génitales féminines. Les organisations apportant des pratiques et stratégies féministes innovantes sont encouragées à participer et à partager leur expérience. Les approches peuvent inclure, entre autre et à titre d'exemple : des groupes d'entraide de femmes pour permettre aux participantes d'identifier collectivement les causes profondes et les conséquences des mutilations génitales féminines,

d'examiner de manière critique les rôles de genre, les relations de pouvoir entre les sexes, et leur permettre de s'opposer à la pratique et d'entrer dans un processus d'autonomisation ; des clubs de santé génésique pour filles et garçons ; des activités de transformation du genre comme des groupes d'hommes qui encouragent la réflexion sur la masculinité hégémonique et le rôle des hommes pour mettre fin à tout type de VBG ; la formation d'alliés masculins contre les MGF ; des cliniques juridiques qui soutiennent la mise en œuvre des droits des femmes par le biais de la loi ; l'engagement des chefs religieux et communautaires hommes⁶ ; des programmes d'éducation complète à la sexualité (ECS) qui incluent une réflexion sur les stéréotypes et les normes de genre⁷, des services centrés sur les femmes, intégrés, de qualité, accessibles et abordables pour les survivantes de MGF⁹. Ces activités peuvent être mises en œuvre par différentes organisations et institutions, y compris (et surtout) par celles qui travaillent dans le secteur de l'éducation¹⁰.

En lien avec la coalition d'action du Forum Génération Égalité, l'intersectionnalité, le leadership féministe et la transformation¹¹ seront les principes fondamentaux qui guideront le dialogue.

Les résultats de ce dialogue seront pris en compte dans les travaux futurs de la [Communauté des pratiques sur les MGF \(CoP MGF\)](#)¹², qui propose un espace virtuel pour les discussions collectives et le partage d'idées et d'informations sur les mutilations génitales féminines, avec une perspective de bâtir des ponts entre différentes zones géographiques. Parallèlement au dialogue international des parties prenantes, la discussion sera également ouverte à tous les membres de la CoP MGF par le biais d'une discussion thématique¹³.

⁶ Voir les exemples partagés lors de la discussion thématique sur *l'engagement des hommes pour mettre fin aux MGF* sur la CoP MGF, <https://copfgm.org/2021/05/working-with-men-to-end-fgm>

⁷ Action 3, *la transformation des normes de genre et une prise de conscience accrue de leurs droits, permettre à tous les individus, y compris à 260 millions de filles, d'adolescentes et de femmes supplémentaires dans toute leur diversité de prendre leurs propres décisions en ce qui concerne leur corps, leur sexualité et la procréation d'ici 2026 ; modifier la législation et les politiques publiques pour protéger et promouvoir la liberté de disposer de son corps et la SDR dans au moins 20 pays d'ici 2026.*

⁸ Action 3, *L'éducation complète à la sexualité (ECS), dispensée dans des cadres formels ou non formels, promeut les droits humains, transforme les normes de genre préjudiciables et permet aux enfants, aux adolescents et aux jeunes dans toute leur diversité de prendre des décisions responsables et éclairées sur leur corps, leur sexualité et la procréation. L'ECS et l'éducation aux droits contribuent à l'élimination de la violence fondée sur le genre et des pratiques préjudiciables, y compris les unions et mariages d'enfants, précoces et forcés (UMEPP), les mutilations génitales féminines (MGF) et les abus sexuels sur les enfants*

⁹ Action 1, VBG : *Accélérer la mise en place et le financement de services coordonnés complets, de qualité, accessibles et abordables, pour soutenir les survivantes des violences fondées sur le genre perpétrées à l'encontre des femmes et des filles dans toute leur diversité, y compris dans les contextes humanitaires. Ce faisant, en 2026, davantage de femmes et de filles vivront dans des pays dotés de plans d'action multisectoriels sur la VBG qui prévoient le déploiement de services de police, de justice, de santé et du secteur social.*

¹⁰ Action 1 et 2, EDUCATION : *Travailler avec le secteur de l'éducation pour prévenir la violence fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles dans toute leur diversité en veillant à ce que les écoles et les centres d'enseignement soient sûrs pour toutes les filles, les adolescentes et les jeunes femmes, et mettre en œuvre des stratégies de prévention fondées sur des données probantes qui favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes, remettent en cause les stéréotypes de genre et encouragent l'adoption de normes, d'attitudes et de croyances équitables dès le plus jeune âge, notamment par le biais de programmes scolaires tenant compte de la dimension de genre et d'une éducation complète à la sexualité*

¹¹ Nous adoptons les définitions du Forum Génération Égalité : **Intersectionnalité** "en mettant en lumière les formes multiples et croisées de discrimination que subissent de nombreuses femmes et filles en raison de leur identité, de leurs réalités, de leur contexte et des inégalités d'accès au pouvoir et aux ressources, et en les combattant. L'intersectionnalité exige de reconnaître les difficultés particulières auxquelles sont confrontées les victimes de formes de discrimination croisées, d'identifier les dynamiques et les systèmes de pouvoir qui les renforcent et de travailler de manière concrète et intentionnelle pour les contrer" ; **Leadership féministe** "aspire à redistribuer le pouvoir et la responsabilité de façon explicite et intentionnelle, inclusive et participative, en tenant compte des questions de genre, d'âge, de race, de classe sociale, d'orientation sexuelle, de capacité et d'autres identités croisées. Cela implique un engagement continu en matière de vigilance et de remise en cause de la (re) production des pratiques et des comportements qui découragent la collaboration et l'écoute proactive tout en ne profitant qu'à quelques-uns au détriment des autres" ; **Transformation** "Les Coalitions d'action visent à transformer les structures, les systèmes et le pouvoir qui aggravent les inégalités, à la fois dans leur objectif ultime et dans leurs propres méthodes de travail. Ce faisant, les Coalitions d'action cherchent à construire une vision collective à travers des approches qui privilégient la co-création, le dialogue et une perspective partagée, en portant une attention particulière aux voix des groupes historiquement marginalisés. Le leadership des jeunes est essentiel à la vision transformatrice des Coalitions d'action de Génération égalité".

¹² <https://copfgm.org/home>

¹³ Les discussions thématiques sont organisées sur le groupe Google de la CoP FGM, en français et en anglais. Elles permettent à tout membre de partager son expérience, son expertise ou ses opinions sur le sujet en question.

Le dialogue en ligne se déroulera dans les mois précédant la réunion annuelle du groupe de travail des donateurs sur les mutilations génitales féminines (DWG) et débouchera sur un **ensemble concret de recommandations** à l'intention des donateurs et des acteurs clés dans ce domaine.

Objectifs du dialogue

- Encourager l'implication des responsables politiques et des décideurs et décideuses de différents pays et régions sur
 - adresser les MGF dans le cadre des actions sur la VBG, la SDSR, y compris dans les programmes de ECS ;
 - intégrer la programmation des actions sur les MGF dans tous les domaines de politique publique ;
 - et se concentrer sur des programmes garantissant l'autonomisation de toutes les femmes et les filles;
- Encourager davantage de donateurs à s'engager à mettre en œuvre les points d'action relatifs à la VBG et à la SDSR définis par le Forum Génération Égalité ;
- Encourager le DWG à s'engager collectivement à augmenter de manière significative, d'ici 2030, son financement aux organisations qui mettent en œuvre des approches transformatrices de genre pour l'élimination des MGF et la protection des survivantes ;
- Encourager les bailleurs à s'engager à affecter 50 % des engagements financiers pris dans le cadre du Plan d'accélération Mondial du Forum Génération Égalité, dans le cadre de l'action 1, à des actions de transformation en faveur des femmes;
- Mettre en évidence les pratiques et les interventions les plus prometteuses en matière de transformation du genre contre les MGF, qui s'attaquent aux causes profondes de la pratique en remettant en cause les relations de genre déséquilibrées, les rôles et les stéréotypes liés au genre ;
- Identifier les principaux défis et obstacles qui entravent l'efficacité de ces pratiques et interventions et proposer des solutions pour les surmonter
- Encourager le soutien financier, politique et programmatique des mouvements féministes, dirigés par des femmes et des filles, qui œuvrent pour mettre fin aux VBG, y compris les MGF, et promouvoir la SDSR.

Méthodologie

La discussion sera structurée en 2 groupes de travail en ligne, l'un se tiendra en anglais, l'autre en français. Chaque groupe de travail se réunira 3 fois, entre octobre et novembre 2021 (agenda ci-dessous), et sera facilité par une modératrice. Chaque session répondra à des objectifs spécifiques.

Lors de la première réunion, les objectifs et la méthodologie seront partagés et discutés avec les participant.e.s, le sujet sera introduit et les discussions commenceront. Lors de la deuxième séance, les participant.e.s partageront leurs expériences sur le terrain, en se concentrant sur les défis rencontrés. Enfin, lors de la troisième réunion, les solutions possibles aux défis identifiés seront discutées.

Sur la base des discussions, une série de recommandations pour des approches transformatrices de genre pour l'élimination des MGF sera établie.

Un document unique, contenant les recommandations élaborés suite aux deux groupes de travail, sera remis aux bailleurs du DWG. Il sera également présenté lors d'un webinaire qui sera organisé juste avant la réunion du DWG (à confirmer).

Agenda des groupes de travail et du webinaire final

GT1 Anglais

- Mercredi 6 octobre, 1:00 – 3:00 pm GMT (15:00 à 17:00 CEST)
- Mercredi 20 octobre, 1:00 – 3:00 pm GMT (15:00 à 17:00 CEST)
- Mercredi 3 novembre, 1:00 – 3:00 pm GMT (14:00 à 16:00 CET)

GT2 Français

- Jeudi 7 octobre, 1:00 – 3:00 pm GMT (15:00 à 17:00 CEST)
- Jeudi 21 octobre, 1:00 – 3:00 pm GMT (15:00 à 17:00 CEST)
- Jeudi 4 novembre, 1:00 – 3:00 pm GMT (14:00 à 16:00 CET)

Webinaire final juste avant la réunion *Donor Working Group* (A confirmer)

Participant.e.s au Dialogue International des Parties Prenantes

AIDOS, GAMS et le réseau européen End FGM s'efforceront d'assurer une diversité de participant.e.s au Dialogue. Les invitations seront diffusées sur diverses plateformes, notamment par le biais de la CoP MGF. Les organisations féministes du Sud seront spécifiquement ciblées et invitées à contribuer activement à la discussion.